

BIBLIOGRAPHIE

20 septembre 2020

Xavier VANDENDRIESSCHE

Professeur des Universités, Droit public
Président de l'Université Lille 2 de 2012 à 2017

Responsabilités

- Expert auprès du Conseil National d'Evaluation (CNE)
- Expert auprès de l'AERES puis du HCERES
- Délégué scientifique auprès de l'Agence d'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur (AERES)
- Ancien membre du Conseil des prélèvements obligatoires
- Ancien membre du Comité consultatif national d'éthique
- Membre du Jury du Prix de thèse du Conseil constitutionnel 2004
- Membre du Conseil Scientifique de l'Association française des Constitutionnalistes
- Membre de la Société française de Finances publiques
- Ancien membre du Comité de lecture de la Revue française de droit administratif

Participation à des jurys de concours

- Concours externe d'entrée à l'E.N.A (1997, 2004 et 2005)
- Concours interne d'entrée à l'E.N.A (2002)
- 2nd concours d'Agrégation de Droit public (2002)
- Prix de thèse du Conseil constitutionnel (2004)
- Premier Concours d'Agrégation de Droit public (2007-2008)

Publications années en cours

Ouvrages et codes

- « **Cour des comptes** » Répertoire de contentieux administratif - Encyclopédie Dalloz (depuis 1996) : dernière édition févr. 2020 (avec le concours des étudiants du Master 2 « Métiers de l'administration publique », 3 fasc., 126 p..
- **Code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile** (Dalloz, 10ème édition 2020) : Annotations et commentaires.
- **Code de Justice administrative** (Dalloz, 4ème édition, 2020) : Annotations et commentaires du « **Code des juridictions financières** » (avec M. Lascombe).
- **Code constitutionnel et des droits fondamentaux** (Dalloz, 9ème éd., 2020), Annotations et commentaires (avec M. Lascombe).

Articles, chroniques et colloques

- **Préface de la thèse de Jules Lepoutre**, "Souveraineté et nationalité", Dalloz, Bibl. des thèses 2020.
- **Cabinets ministériels et finances publiques**, Synthèse du Colloque de Lille du 20 sept. 2019, Gestion et Fin. publ. 2020 n° 1, p. 93.
- **La notion de préjudice financier**, note sous CE, 6 déc. 2019, n^{os} 418741 et 425542, Gestion et fin. publ. 2020 n° 2, p. 120.
- **Chronique de jurisprudence financière**, Gestion et Finances publiques (avec S. Damarey) :
 - La Cour des comptes, Mars-Avril 2020, pp. 153-164
 - La Cour des comptes, Juillet-Août 2020, pp.
 - La Cour des comptes, Nov.-Déc. 2020, à paraître.

A paraître :

- **L'irresponsabilité ministérielle**, Mélanges offerts à Michel Verpeaux
- **La Cour des comptes et l'Université**, Mélanges offerts à Michel Lascombe, Dalloz 2020
- **L'insondable responsabilité financière des élus locaux**, RFDA 2020

LISTE DES PUBLICATIONS

[Droit public financier](#)

[Droit des libertés publiques – Droit des Étrangers](#)

[Droit constitutionnel et institutions politiques](#)

[Droit administratif](#)

[Direction de thèses](#)

Droit public financier

« **Les Finances publiques** », Coll. Connaissance du droit (9^{ème} éd. 2017)

Rubrique « **Cour des comptes** » de l'Encyclopédie Dalloz (depuis 1996) : dernière édition févr. 2020 (avec le concours des étudiants du Master 2 « Métiers de l'administration publique »).

Chronique annuelle de droit public financier, Revue française de droit administratif (2000-2011).

Revue « Gestion et finances publiques » (anciennement Revue du Trésor) : **chronique de jurisprudence financière** (Cour des comptes, CDBF, Conseil d'Etat), depuis 1999.

Annotations et commentaires aux Codes Dalloz : administratif (Constitution, Finances publiques), puis Code de Justice administrative et Code constitutionnel et des droits fondamentaux – Depuis 2000.

Articles

Commentaire du décret n° 92/1369 du 29 décembre 1992 : Comptabilité publique, Recouvrement des créances non fiscales - *AJDA mai 1993 p. 357* (avec M. Lascombe).

Chronique générale de législation : régime financier des universités (décret n° 94-19 du 14 janvier 1994) *AJDA Mai 1994 p. 379* (avec M. Lascombe).

Responsabilité du comptable et du régisseur Commentaire de l'arrêt Blémont, CE, 28 févr. 1997, *La Revue du Trésor, Déc. 1997 n° 12 p. 738*.

La déclaration de gestion de fait, *RF fin. publ. 1999 p. 21*.

Le secret devant les juridictions financières, in « *Secret et justice. Le secret entre éthique et technique* », Textes réunis par Jean-Pierre Royer et Bernard Durand, *Ester, l'Espace juridique, 2000*.

L'ordre public et les juridictions financières, in *L'ordre public : Ordre public ou ordres publics – Ordre public et droits fondamentaux*, Colloque de Caen des 11 et 12 mai 2000, *Bruylant 2001*, p. 167-186 (avec M. Lascombe).

La participation du rapporteur au délibéré des juridictions financières. Commentaire de l'arrêt Razel (CE, 6 avril 2000), *RFD adm. 2001 n° 6 p. 1306* (avec M. Lascombe).

Le défaut de communication des conclusions du Procureur général. Commentaire de l'arrêt Société Réflexions, Médiations, Ripostes (CE, 14 déc. 2000), *RFD adm. 2002 n° 6 p. 1152* (avec M. Lascombe).

Plaidoyer pour assurer le succès d'une réforme. La LOLF et la nécessaire refonte de la responsabilité des ordonnateurs et des comptables, *RFD adm. 2004 n° 2 p. 398* (avec M. Lascombe)

La réforme de l'Etat, réforme du gouvernement ? *AJDA 29 mars 2004 p. 617* (avec M. Lascombe)

Responsable de programme, *AJDA 26 avril 2004 p. 841* (avec M. Lascombe)

La Convention européenne des droits de l'homme applicable à la gestion de fait, *La Revue du Trésor Mai 2004 p. 307-320*

La Convention européenne des droits de l'homme applicable à la gestion patente, *La Revue du Trésor Août-septembre 2004, p. 530-553*.

Le Parlement et les finances sociales : l'échec relatif des lois de financement de la sécurité sociale, *RDSS n° 2004 p. 638* (avec M. Lascombe).

Peau de chagrin, *AJDA* 21 mars 2005 p. 569 (avec M. Lascombe)

L'autonomie financière des collectivités territoriales encore en chantier, *RFD adm.* 2005. 417 (avec M. Lascombe)

Le Parquet de la Cour des comptes, Mélanges offerts au Doyen Jean-Pierre Royer,

Finances publiques et responsabilité : l'autre réforme (Colloque de la Cour des comptes avril 2005), Rapport introductif de la 4^{ème} table ronde, *RF fin. publ.* 2005. 191.

Un second souffle pour la CDBF ? Commentaire du Décret 2005-677 du 17 juin 2005 modifiant le livre III du Code des Juridictions financières et de la décision du Conseil Constitutionnel n° 2005-198 L, *AJDA* 2005. 1672 (avec M. Lascombe)

Une occasion manquée, Note, sous CE 20 avril 2005, Karsenty et Fondation d'Aguesseau, *AJDA* 2005. 1732 (avec M. Lascombe).

Le droit dérivé de la LOLF, *AJDA* 2006. 538 (avec M. Lascombe)

L'office du juge des comptes et la régularité de la nomination des comptables patents, note sous CE, 26 oct. 2005, Pinguet et autres, *RFD adm.* 2006. 405 (avec M. Lascombe).

La responsabilité financière des dirigeants des entreprises publiques, Note sous CDBF, 24 févr. 2006, Société Altus Finance, 2^{ème} arrêt, *RFD adm.* 2006. 624 (avec M. Lascombe).

Premier bilan du droit d'amendement parlementaire en régime LOLF, *RF fin. publ.* 2006 n° 94 p. 49 s. (avec M. Lascombe)

La LOLF et le contrôle des finances publiques, *RFAP* 2006 n° 117 p. 131 (avec M. Lascombe)

L'applicabilité de l'art. 6 § 1 Conv. EDH aux comptables patents, Note sous CEDH, 12 avril 2006, Martinie c/ France, *Rev. Trésor* 2006. 350 (avec M. Lascombe)

L'exécution administrative et comptable de la loi de finances, in *Finances publiques, Les notices de la Documentation française 2006* (avec M. Lascombe)

Organismes et contrôles des finances publiques, in *Finances publiques, Les notices de la Documentation française 2006* (avec M. Lascombe)

La maîtrise de la production des normes (avec M. Lascombe), in « Réforme des finances publiques : la conduite du changement », Actes de la III^e Université de printemps du GERFIP, *LGDJ* 2007 p. 47..

Adapter la procédure devant les juridictions financières au XXI^e siècle, *AJDA* 2007. 668 (avec Michel Lascombe).

La modification de la responsabilité pécuniaire et personnelle du comptable public, *La Revue du Trésor* 2007. 437 (avec Michel Lascombe).

La rénovation de la procédure devant les juridictions financières, *La Revue du Trésor* 2007. 488 (avec Michel Lascombe).

Le paiement sur pièces justificatives fausses, Commentaire de l'arrêt du Conseil d'Etat du 10 janv. 2007, Ministre de l'Economie, des finances et de l'industrie, *La Revue du Trésor* 2007. 511 (avec Michel Lascombe).

La modernisation de la responsabilité des comptables publics, *RFD adm.* 2007. 442 (avec Michel Lascombe).

De la nécessité de maintenir un contrôle juridictionnel en système lolfique, *RFFP* 2007 n° 100, pp. 251-257 (avec Michel Lascombe).

La faute de gestion, base légale du contrôle opéré par la Cour de discipline budgétaire et financière sur les dirigeants des entreprises du secteur public, *Rev. jur. de l'Economie publique* Août-Sept. 2008, pp. 12-15 (avec M. Lascombe)

Défaillances des entreprises publiques : responsabilité des dirigeants ou responsabilité de l'Etat ?, note sous CDBF, 25 juill. 2008, France Télécom, *Rev. jur. de l'Economie publique* Janv. 2009, pp. 17-22 (avec M. Lascombe)

La gestion hospitalière devant la CDBF, note sous CDBF, 16 avril 2009, n° 165-617, Centre hospitalier de Fougères, *Rev. jur. de l'Economie publique*, à paraître (avec M. Lascombe)

La nouvelle procédure applicable devant les juridictions financières (avec M. Lascombe), *RFD adm.* 2009. 813.

Quel avenir pour la gestion de fait ? "Réformes des finances publiques et modernisation de l'Administration", Mélanges en l'honneur de Robert Hertzog, *Economica*, pp. 579-590.

De l'amende pour gestion de fait à la réparation pour imprévision, note sous CE, 10 février 2010, Société Prest'action, *Gestion et finances publiques* 2010. 598 (avec M. Lascombe)

Les méandres de la procédure de gestion de fait, ou l'éloge de la complexité, note sous CE, 21 mars 2011, Mme Richard-Dubarry et M. Beausoleil, *AJDA* 2011. 1037 (avec M. Lascombe).

Faisons confiance à la Cour des comptes ! Tribune *AJDA* 2019. 1129.

Cabinets ministériels et finances publiques, Colloque organisé à Sciences-Po Lille le 20 sept. 2019 par l'Université Polytechnique Hauts-de-France, l'Observatoire de l'éthique publique et Sciences-Po Lille : co-direction scientifique et rapport de synthèse.

La responsabilité des gestionnaires publics : un colloque pour rien ? *Gestion et Finances publiques*, le blog, <https://gestionfinancespubliques.info/blog-gfp/>

La notion de préjudice financier, note sous CE, 6 déc. 2019, n°s 418741 et 425542, *Gestion et fin. publ.* 2020 n° 2, p. 120.

La Cour des comptes, Dalloz, Répertoire de contentieux administratif, 3 fasc., février 2020.

Droit des libertés publiques – Droit des Etrangers

« **Le Droit des étrangers** », Coll. *Connaissance du droit* (6^{ème} éd. à paraître 2019)

Annotations et commentaires au Code Dalloz : Code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile (depuis 2011) – 10^{ème} éd. 2020.

Jurisclasseur administratif – Fascicules Droit des Etrangers :

- Entrée et séjour – Fascicule n° 234
- Contentieux administratif de la nationalité – Fascicule n° 235
- Mesures d'éloignement – Fascicule n° 236
- Acquisition et perte de la nationalité – Fascicule n° 237.

Articles

Le droit public face à l'insertion familiale, in "Le droit de la famille à l'épreuve des migrations internationales" Journées d'études organisées par le Laboratoire d'Etudes et de Recherches appliquées au Droit Privé de l'Université de LILLE 2 - 3 et 4 décembre 1992, L.G.D.J Déc. 1993.

Carte de séjour de plein droit des étrangers : de l'exercice du pouvoir d'appréciation au déni de justice, Droit administratif n° 10, octobre 1999 p. 4.

Statut constitutionnel de l'étranger ou érosion des droits fondamentaux ? Aperçu de la jurisprudence constitutionnelle, in « *Le Front National au regard du droit* », Septentrion nov. 2001, p. 97.

L'entrée et le séjour des étrangers – Le juge administratif et la libre circulation des personnes, in « *Le juge administratif et l'Europe : le dialogue des juges* », Presses universitaires de Grenoble, Collection Europa, déc. 2004, p. 73.

Nationalité, citoyenneté, fiscalité, AJDA 2011. 2033.

Le Conseil d'Etat et les mesures prises au titre de l'état d'urgence, AJDA 2018. 1322.

Chronique législative : la loi n° 2018-778 du 10 sept. 2018 pour une immigration maîtrisée, un droit d'asile effectif et une intégration réussie, AJDA 2018. 2234.

Préface de la thèse de Jules Lepoutre, "Souveraineté et nationalité", Dalloz, Nouv. Bibl. des thèses, 2020.

Notes d'arrêts sur le site ajda.fr :

- *Police des étrangers (entrée en France) ; Nationalité (contestation) ; Passeport (rétention) ; Voie de fait*, note sous TC, 19 nov. 2001, Préfet de police c/ TGI de Paris, req. n° 3272.
- *De l'exercice de la police des étrangers par les Compagnies aériennes ...*, note sous CE, 23 novembre 2001, Cie Nationale Air France, req. n° 195550
- De la combinaison du référé suspension en cassation et du jugement au fond en 1^{ère} instance, note sous CE, 23 novembre 2001, M. Aberbri, req. n° 233104.
- *De la difficulté de déterminer le droit applicable aux ressortissants algériens ...*, note sous CE, 5 décembre 2001, Préfet de la Haute-Garonne c/ M. Aissat, req. n° 222592
- *Notion de décision implicite et exigence de motivation : le cas des refus de réintégration dans la nationalité française*, note sous CE, 14 déc. 2001, Ministre de l'emploi et de la solidarité c/ Mme Farida Delli, req. n° 204761, 204889
- *De la réaffirmation du caractère subsidiaire de l'asile territorial par la confirmation du pouvoir discrétionnaire du ministre de l'Intérieur*, note sous CE, 28 déc. 2001, Préfet du Rhône c/ M. Nacef req. n° 226961.
- *Vers un nouveau cas de « refus guichet » ?* note sous CE, 30 janv. 2002, Préfet de la Haute-Garonne c/ Mme Salva, req. n° 221486.

- *De la confirmation [partielle] de la jurisprudence Mme Ben Guertouh (3 nov. 1997) ...*, note sous CE, 8 févr. 2002, M. Dieng req. n° 224496.
- *Hiérarchie des normes, quand tu nous tiens ...*, note sous CE, 14 déc. 2001, GISTI, req. n° 229229.

Droit Constitutionnel et Institutions politiques

L'apport du Président François Mitterrand au Droit constitutionnel de la Vème République, Revue du Droit Public 1996 n° 3 p. 637.

Autonomie financière des assemblées parlementaires et séparation des pouvoirs in « Le financement des Parlements », Colloque SFFP, AFDC, GREEF, Lille 18 et 19 sept. 1997 .

Quinquennat : au delà des apparences, Le Monde 22 mai 2000 (avec Michel Lascombe)

Le contrôle parlementaire et la proposition de loi organique du 12 juillet 2000, RF fin. publ. 2000 p. 115.

Le Parlement, entre déclin et modernité, Pouvoirs N° 99 « La nouvelle V° République » (nov. 2001), p. 59

Questions sur la révision constitutionnelle, AJDA 31 janvier 2005 p. 169 (avec M. Lascombe)

Vu la Constitution, et notamment son article 55, *Mélanges Paul Amselek, Bruylant 2005*, p. 481 s. (avec M. Lascombe)

Conseil constitutionnel et Cour des comptes : Plaidoyer pour une coopération renforcée, in *Constitution et finances publiques, Etudes en l'honneur de Loïc Philip, Economica 2005*, p. 435 s.

La LOLF et le Conseil constitutionnel, *Rev. Trésor 2006*. 429.

Démocratie représentative et légitimité, quelques interrogations, *Mélanges offerts au Professeur Jean Gicquel, Dalloz 2008*.

Du nouveau dans la Constitution ? Commentaire de l'article 14 du projet de loi constitutionnelle de modernisation des institutions de la Ve République, Petites affiches 14 mai 2008, pp. 48-50.

Une revalorisation parlementaire à principes constitutionnels constants (révision constitutionnelle du 21 juillet 2008), JCP Ed. G. 30 juill. 2008, pp. 40-47

Droit administratif

Typologie des entreprises publiques, Thèse Dactyl. Janvier 1990, 2 vol. 850 pages.

Etudes en l'honneur de Pierre SANDEVOIR : Service public, services publics, Textes réunis, L'Harmattan juin 2000.

Le transfert d'entreprises du secteur public au secteur privé, notion et compétences, Droit social sept-oct 1987 p. 702.

Le droit des hospitalisations psychiatriques, derniers développements, R.D.S.S Janvier 1992 p. 1

Aperçu du droit de la responsabilité administrative, Revue Experts, Décembre 1994 n° 25 p. 11

Le Conseil d'Etat et la dualité de juridiction en Belgique, Colloque du Centre d'Histoire Judiciaire (C.N.R.S. URA 1241) 1er Juin 1995 (avec Michel Lascombe), in « *Justice et institutions françaises en Belgique (1795-1815)* », Ester, l'Espace juridique, Juin 1996

La dualité des contentieux in La Justice administrative, Colloque organisé par la Faculté de Droit de Dijon (22 au 24 juin 1995) : (avec Michel Lascombe)

La Doctrine "officielle", in *Doctrines et Doctrine en droit public, Contributions réunies par Geneviève Koubi*, Presses de l'Université des Sciences Sociales de Toulouse 1996, p. 199-207.

Tempête sur l'Université, *AJDA 2010. 1225.*

Notes d'arrêts

L'autorité compétente pour révoquer le mandat du président du conseil d'administration de la RATP, Note sous CE, 7 octobre 1992, Reverdy, JCP 1993-II-21978 (6 janvier 1993)

Note sous CE, 8 mars 1993, Commune des Molières : Police administrative, Domaine public - JCP 1993-II-22157 (en collaboration)

Annulation de la décision de transfert à Strasbourg, Note sous CE, ass, 4 juin 1993, JCP 1993-II-22127 (6 oct. 1993).

Emergence d'un contrôle objectif des décisions des fédérations sportives internationales, Note sous Trib. Berne, ord. réf. prés. 9 sept. 1993 - JCP 1993-II-22178 (15 déc. 1993) (en collaboration)

Prononcé contre l'Etat pour défaut d'exécution d'une décision du Conseil d'Etat annulant le refus implicite de prendre les décrets d'application de la loi du 11 janvier 1984 relative à la fonction publique de l'Etat, Note sous CE, 11 mars 1994, JCP 1994-II-22333 (16 nov. 1994) (avec Manuel Gros et Michel Lascombe)

Direction de thèses

Ce sont treize thèses qui ont été soutenues depuis 1997 :

- Six Docteurs sont Maîtres de Conférences
- Trois Docteurs sont Professeurs des Universités
- Cinq de ces neuf thèses ont obtenu un prix national : Prix de la Cour des comptes (1999), 1^{er} Prix de thèse du Sénat (2004 et 2006), 1^{er} Prix de l'Association française de droit administratif (2007)

Thèses soutenues

- 1) **Yann Durmarque**, Contribution à une définition de la notion d'utilisateur dans la jurisprudence administrative française. – 1997 (Maître de Conférences Université de Lille).
- 2) **Gilles Toulemonde**, Le déclin du Parlement sous la Ve République : mythe ou réalité ? – 1998 (Maître de Conférences Université de Lille).
- 3) **Cathy Dagostino**, L'affectation en droit public financier (Avocate au Barreau de Lille)
- 4) **Stéphanie Damarey**, Le juge administratif, juge financier [Maître de Conférences Lille]

- 2], thèse honorée du Prix de la Cour des comptes 1999 et publiée à la Nouvelle bibliothèque des Thèses Dalloz en janvier 2001. (Professeur à l'Université de Lille).
- 5) **Simon Fromont**, Le droit public financier à l'épreuve des contrats administratifs – 2001 (Maître de Conférences Sciences-Po Lille)
 - 6) **Annaïck David-Sauvage**, Recherches sur le droit des Etablissements publics de coopération intercommunale, juin 2003.
 - 7) **Pauline Türk-Dupont**, Les Commissions parlementaires permanentes et le renouveau du Parlement sous la V^e République, Décembre 2003 [Maître de Conférences Lille 2], thèse honorée du 1^{er} Prix de thèse du Sénat, publiée à la Bibliothèque parlementaire et constitutionnelle, Dalloz. (Professeur à l'Université de Nice)
 - 8) **Damien Catteau**, La LOLF et la modernisation de la gestion publique, Premier Prix de thèse du Sénat 2006, Bibliothèque parlementaire et constitutionnelle (Dalloz) – Maître de Conférences à l'Université Lyon III.
 - 9) **Anne Jennequin**, L'implicite en droit public, Premier Prix de thèse de l'Association française de droit administratif 2007. – Maître de Conférences à l'Université d'Artois.
 - 10) **Aline Kurek**, Le juge financier, juge administratif (Directrice des Affaires juridiques, Université de Versailles, Saint-Quentin en Yvelines)
 - 11) **Neda Armbruster**, Les principes généraux du droit en droit français et néerlandais (co-tutelle) (Avocate au Barreau de Lille)
 - 12) **Mathieu Caron**, L'autonomie organisationnelle du gouvernement. Recherches sur le droit gouvernemental de la Vème République, Maître de Conférences à l'Université de Valenciennes.
 - 13) **Jules Lepoutre**, Souveraineté et nationalité (Nouv. Bibl. des thèses Dalloz 2020). Professeur agrégé des Facultés de droit, Université de Corte.

Thèses en cours de préparation

1. **Thibault Delavenne**, De la quasi-régie à la société publique locale : étude sur l'évolution de la gestion publique locale sous l'influence des objectifs de concurrence
2. **Zouhaier Maallem**, Les lois de finances adoptées depuis 2011 et la transition démocratique en Tunisie
3. **Ahmed Bouzouita**, L'impact de la nomenclature budgétaire sur la performance de la gestion financière publique en Tunisie
4. **François Abouadadou**, Le justiciable en contentieux administratif.